



INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL CAFÉ
ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO CAFÉ
ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ

ICC 106-17

14 avril 2011
Original : anglais

F

Conseil international du Café
106^e session
28 – 31 mars 2011
Londres, Royaume-Uni

**Les crises économiques et les PMA tributaires
des produits de base : Cartographie de la
vulnérabilité à la volatilité des marchés et
création d'une capacité de résistance aux
crises futures**

Rapport du représentant de la CNUCED

Contexte

Le représentant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M. Mussie Delelegn, Chargé des affaires économiques, Division de l'Afrique, des pays les moins avancés (PMA) et des programmes spéciaux, a fait l'exposé ci-joint au Conseil à sa 106^e session, intitulé "Les crises économiques et les PMA tributaires des produits de base : Cartographie de la vulnérabilité à la volatilité des marchés et création d'une capacité de résistance aux crises futures". L'OIC est l'organe de supervision de ce projet. Le document PJ-6/11 contient la proposition de projet.

**LES CRISES ÉCONOMIQUES ET LES PMA TRIBUTAIRES DES PRODUITS DE BASE :
CARTOGRAPHIE DE LA VULNÉRABILITÉ À LA VOLATILITÉ DES MARCHÉS ET CRÉATION
D'UNE CAPACITÉ DE RÉSISTANCE AUX CRISES FUTURES**

EXPOSÉ DU REPRÉSENTANT DE LA CNUCED

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, Mesdames et Messieurs

C'est un honneur pour la CNUCED d'avoir l'occasion d'informer les Membres du Conseil de l'Organisation internationale du Café sur un projet commun CNUCED/FCPB : Les crises économiques et les PMA tributaires des produits de base : Cartographie de la vulnérabilité à la volatilité des marchés et création d'une capacité de résistance aux crises futures. Le projet a deux objectifs principaux : a) analyser l'impact des récentes crises multiples sur les pays en développement tributaires des produits de base et leur sécurité alimentaire, et b) proposer des mesures aux niveaux national, régional et international pour renforcer la résistance de ces pays et leur éviter de futures crises.

La question de la volatilité des marchés est une préoccupation constante pour la plupart des pays en développement tributaires des produits de base, mais encore plus pour le groupe le plus économiquement vulnérable des pays classés par les Nations Unies comme pays les moins avancés. Sur les 48 pays les moins avancés, 33 se trouvent en Afrique, 14 en Asie et 1 en Amérique latine (Haïti). Les deux tiers de ces pays sont classés comme pays en développement tributaires des produits de base et sur les 70 pays identifiés comme pays à faible revenu importateurs nets de produits alimentaires, 46 sont des PMA. De toute évidence, cette situation montre l'ampleur et l'importance cruciale des questions liées à la dépendance des produits de base, à la sécurité alimentaire, à la volatilité des prix et à la nécessité de renforcer la résistance économique de ces pays. Naturellement, donc, l'objet de mon exposé d'aujourd'hui portera sur les PMA, bien que la plupart des questions soulevées concernent également les autres pays en développement tributaires des produits de base.

De précédents travaux de recherche et d'analyse des politiques par la CNUCED, y compris par le biais de sa publication annuelle sur les PMA, ont dénombré trois problématiques liées aux produits de base : premièrement, le piège international de la pauvreté qui limite les perspectives de développement et de croissance des pays tributaires des produits de base - dont la plupart sont aussi des PMA. L'interaction entre la dépendance à l'égard des exportations de produits de base et la volatilité des prix mondiaux des produits de base a une influence considérable sur la croissance économique et la progression de la pauvreté dans ces pays. Deuxièmement, alors que le niveau des exportations de produits de base des PMA a augmenté sensiblement au cours des années, leur pouvoir d'achat n'a augmenté que

marginalement, voire stagné. Par exemple, alors que le volume des exportations des produits de base des PMA a augmenté en moyenne de 40% entre 1980 et 2000, le pouvoir d'achat de ces exportations n'a augmenté que d'environ 3%.

Troisièmement, la dépendance à l'égard des produits de base aggrave l'endettement des pays pauvres au fur et à mesure que la chute des recettes d'exportation hypothèque leurs obligations de remboursement de la dette. L'une des principales conclusions des travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED – ayant une incidence directe sur les travaux des organismes de produits, y compris l'OIC - a été que la pauvreté affecte non seulement la croissance économique mais aussi le schéma national d'intégration du commerce dans l'économie mondiale.

Cela ne signifie pas que tout est voué à l'échec dans les PMA – qu'ils soient tributaires des produits de base ou non. La plupart de ces pays ont un potentiel qui doit être mis à profit pour le bien de leur population. Les travaux les plus récents de la CNUCED montrent que, malgré les obstacles nombreux et complexes auxquels ils doivent faire face, de nombreux pays tributaires des produits de base peuvent rejoindre le groupe des exportateurs prospères, non seulement dans le cadre des exportations traditionnelles comme le café, le cacao et le coton, mais aussi des exportations non traditionnelles comme l'horticulture, la pêche et le tourisme, qui ont un potentiel de croissance significatif pour les PMA. De toute évidence, les exportations traditionnelles et non traditionnelles sont des éléments clés dans l'amélioration des conditions socio-économiques des pays pauvres. L'horticulture apparaît maintenant comme une source très prometteuse de diversification des exportations et de création d'emplois pour de nombreux pays, en particulier en Afrique. Dans certains pays couverts par le projet, 70-80% des travailleurs employés par des domaines horticoles ou des unités de conditionnement sont des femmes, ce qui a un impact sur la réduction de la pauvreté.

Changer pour le mieux le paysage socio-économique des PMA exige un dosage adéquat de politiques nationales et d'un environnement économique international. *Des politiques gouvernementales activistes mais moins interventionnistes* et des incitations attrayantes pour les investisseurs, des politiques et institutions nationales efficaces, un environnement favorable à une croissance tirée par le secteur privé et le soutien des bailleurs de fonds ciblés sont les ingrédients clés pour exploiter les avantages comparatifs naturels et potentiels de ces pays au profit de leur progrès socio-économique. Il est important de noter que, avant la crise économique et financière mondiale, de nombreux PMA enregistraient des performances économiques impressionnantes, avec une croissance réelle moyenne du PIB de 6% par an pendant les cinq dernières années.

C'est dans ce cadre que la CNUCED et le FCPB ont conçu le projet en cours. Le projet devrait contribuer aux efforts visant à examiner de près l'impact de la crise économique et financière sur les pays tributaires des produits de base. Avec cet objectif, le projet a été lancé dans cinq pays - Bénin, Burundi, Tanzanie et Zambie en Afrique - et Cambodge en Asie. Les rapports préliminaires commencent à arriver de quatre des cinq pays, avec des informations intéressantes.

Les enseignements suivants semblent communs aux pays couverts par l'étude.

- Dans un pays tributaire des produits de base type, les variations des prix internationaux des produits de base (volatilité) peuvent induire des chocs positifs ou négatifs pour l'économie, selon la direction des mouvements des prix des exportations des produits de base et des importations. Lorsque les prix des produits de base à l'exportation sont élevés mais que les prix des importations sont stables ou bas, la volatilité des prix des produits de base induit un choc positif. Des chocs négatifs sur les prix sont induits par des prix à l'exportation bas ou stables et des prix des importations en augmentation. Dans le cas des PMA, les études de cas soulignent que la variation des prix en pourcentage réel est largement négative et qu'elle induit un plus grand choc négatif pour l'économie. Par exemple, en Tanzanie et en Éthiopie, alors que la hausse des prix agricoles peut induire un choc positif sur leurs économies respectives, les graves crises du pétrole et l'augmentation substantielle des prix des denrées alimentaires induisent un choc négatif encore plus fort. La même chose s'est produite dans plusieurs pays exportateurs nets de produits alimentaires, où des prix à l'exportation élevés n'ont pas suffi à couvrir la hausse des prix des intrants agricoles comme les engrais, les pesticides et le carburant.
- L'augmentation du volume et de la qualité des exportations est un trait caractéristique de toutes les économies émergentes qui réussissent à contenir les impacts négatifs des chocs extérieurs. Les études de cas montrent que les pays tributaires des produits de base disposent de nombreuses voies pour parvenir à la croissance des exportations et à la diversification. L'exportation de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre est bien sûr la plus connue. Plusieurs PMA d'Asie et quelques uns d'Afrique ont connu une forte croissance des exportations de vêtements au cours des dix dernières années. Toutefois, les produits

manufacturés sont loin d'être le seul chemin vers la diversification des exportations. Les récentes exportations en augmentation de café de qualité par le Rwanda en sont un exemple. Les exportations horticoles de fruits, légumes et fleurs sont une autre possibilité importante que plusieurs PMA africains ont récemment exploitée avec un succès évident.

- En ce qui concerne la sécurité alimentaire, il semble que, dans certains des pays africains, il y ait un changement dans les habitudes de consommation, en faveur des produits alimentaires importés à bas prix - avec des implications négatives pour la production alimentaire locale et les investissements productifs dans l'agriculture. Au Burundi, la consommation de riz (principalement dans les zones urbaines) représente environ 3% du total de la consommation des produits alimentaires de base du pays. Cependant, plus de 90% du riz consommé au Burundi est produit localement. En revanche, le riz représente 11% de la consommation des produits alimentaires de base au Bénin mais, pour la plus grande part, est importé. De même, en Zambie, la consommation de riz atteint maintenant 7% du total de la consommation des produits alimentaires de base mais la Zambie en produit 75%, alors qu'en Tanzanie, cette consommation représente 9% du total mais, comme au Bénin, est en grande partie importée. L'implication d'une telle situation est que, pendant une flambée des prix alimentaires, les problèmes de sécurité alimentaire accroissent la vulnérabilité des pays et, plus important encore, des segments les plus pauvres de leur population. La récente crise alimentaire mondiale et les réponses politiques qui y ont été apportées, notamment les interdictions d'exportation et la fièvre d'achats qui a suivi, sont un signal d'alarme pour de nombreux pays pauvres.
- L'accès au financement, notamment au crédit à l'agriculture, est essentiel pour dynamiser le rôle des produits de base et assurer la sécurité alimentaire dans les pays tributaires des produits de base. Toutefois, nos travaux indiquent qu'en Afrique subsaharienne, où l'agriculture assure une part prépondérante du PIB et de l'emploi, les prêts locaux au secteur agricole ne sont que de 10% (en moyenne). Au Nigeria, où l'agriculture représente environ 40% du PIB du pays, les prêts directs au secteur par des banques privées et publiques ne représentent que 1%. Au Burundi, où l'agriculture représente plus de 60% du PIB et emploie plus de 70% de la main-d'œuvre productive, les dépenses publiques dans l'agriculture ne représentent que 3%. Globalement, les investissements publics totaux dans l'agriculture dans les pays

en développement tributaires des produits de base sont passés de 7% à 4% au cours des 30 dernières années. Même si les pays africains se sont engagés à consacrer au moins 10% de leur budget à l'agriculture dans la Déclaration de Maputo, adoptée en juillet 2003 au Sommet de l'Union africaine, à ce jour seule une poignée de pays ont réussi à atteindre cet objectif budgétaire.

- On reconnaît généralement que le secteur privé est le moteur de la croissance et que les gouvernements doivent soutenir la croissance et l'expansion du secteur. Dans de nombreux pays tributaires des produits de base, cependant, les relations entre les entreprises et les gouvernements sont distendues et, dans certains cas, inutilement conflictuelles. Les gouvernements des PMA ont généralement trop peu fait pour renforcer le rôle du secteur privé. Il s'est également produit des cas où des interventions excessives et contre-productives dans les secteurs de production ont sapé le rôle et la contribution du secteur privé. Dans presque tous les pays tributaires des produits de base, la faiblesse des infrastructures, la réglementation trop complexe du secteur des affaires et des organismes de soutien inefficaces freinent l'investissement et l'entrepreneuriat. Une condition nécessaire à une croissance durable est un gouvernement national attaché au développement économique. Il n'existe pas de modèle des mesures qu'un gouvernement devrait adopter, dans la mesure où les politiques doivent être adaptées aux conditions locales. Il est essentiel de renforcer les partenariats public-privé et l'investissement public dans les infrastructures et les services de soutien.

En conclusion, le projet a donné des résultats intéressants et utiles pour la formulation des politiques. Les conclusions et les recommandations de politique générale du projet seront présentées lors d'une manifestation spéciale qui sera organisée dans le cadre de la Conférence PMA IV à Istanbul (Turquie). Cette manifestation spéciale aura lieu le 8 mai - veille de l'inauguration officielle de la Conférence. Lors de cette manifestation, les pays en développement et leurs partenaires de développement délibéreront sur les défis et les perspectives des pays tributaires des produits de base. Des institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales, des acteurs du secteur privé et de la société civile prendront également part aux discussions. Des experts nationaux et internationaux en la matière feront des présentations sur la base d'études de cas. Les études permettront de faciliter l'examen des expériences concrètes et des mécanismes d'adaptation sur le terrain et de tirer des enseignements politiques à partir des expériences réussies et des meilleures pratiques des différents PMA en matière d'atténuation de l'impact de la crise sur leurs économies.

Je vous remercie de votre attention.